

L'INJULAIRE FRANCAIS

MAJESTAT

1848

8E81



L'INSULAIRE FRANÇAIS

JOURNAL POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. — FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

PRUX de l'abonnement pour la Corse : Un An 16 fr., Six mois 8 fr., Trois mois 4 fr. — Pour le Continent français 18 fr. par an — Pour l'Étranger 20 fr. On s'abonne à Bastia au bureau du Journal et à Paris à l'Office Correspond. de LÉZOLYET, rue N. D. des Victoires 16 (place de la Bourse) où l'on reçoit les annonces. Le Prix des Annonces est de 35 centimes la ligne. Les lettres non affranchies seront refusées.

BASTIA (CORSE).

COUR D'ASSISES DE LA CORSE.

Présidence de M. le Conseiller Geyni.

AUDIENCE DES 28 ET 29 DÉCEMBRE.

Assassinat.

Une accusation de la plus haute gravité était portée contre un jeune homme de vingt huit ans de la commune de Pasticciola dans l'arrondissement d'Ajaccio. Brandizi François-Marie est accusé d'avoir, dans la journée du 4 décembre 1846, donné volontairement et avec préméditation la mort à Madeleine Pinelli sa femme légitime, à l'aide de plusieurs coups portés sur cette malheureuse avec un instrument contondant. La curiosité publique avait été vivement excitée par les faits extraordinaires de cette cause, et la foule des auditeurs était nombreuse dans l'enceinte de la cour d'assises.

L'accusé conserve pendant les débats une attitude calme et tranquille, sa physionomie n'a rien de sinistre, rien de ce qui dénote une nature perverse et féroce. Interrogé par M. le président de la cour d'assises, il répond que dans la malheureuse journée du 4 novembre il se trouvait debout sur le seuil de la porte d'entrée de sa maison d'habitation; que vers les dix heures du matin il a entendu un grand fracas sur le plancher de l'étage où il demeurait, qu'il a aussitôt appelé sa femme pour savoir quelle avait été la cause de ce bruit, et qu'étant monté dans son appartement, il avait trouvé sa jeune et malheureuse épouse gisant sur le plancher et évanouie par une chute sur une table de bois qui de la pièce supérieure lui était tombée sur la tête et sur les épaules. Une petite maison en bois représentait celle des époux Brandizi placée sur le bureau de la cour. On remarque que la pièce supérieure d'où serait tombé ce billot est séparé de la salle où a été trouvée la malheureuse femme Brandizi par une échelle en bois légèrement inclinée. Cette pièce de bois qui aurait été l'instrument du mort de la femme Brandizi et dont le poids était de quinze kilogrammes environ se trouvait placée à l'extrémité de l'échelle. Il restait à examiner comment ce billot avait pu tomber; et comment il avait pu s'aplanir sur cette malheureuse femme. Le cadavre présentait deux blessures longitudinales sur la partie postérieure de la tête, et deux vastes ecchymoses sur les épaules. Le billot présentait à un de ses côtés deux aspérités à une distance à peu près égale de celle qui séparait les deux blessures. Il paraissait dès lors presque certain que le billot avait donné la mort à la femme Brandizi, il restait seulement à examiner si cette pièce de bois avait été lancée par le mari sur sa malheureuse épouse ou bien si un accident quelconque avait pu donner lieu à ce choc aussi extraordinaire.

Le beau-père et la belle-mère de l'accusé, entendus en vertu du pouvoir discrétionnaire de M. le président, ont déclaré que leur conviction était que leur gendre fut coupable. Ils ont soutenu que leur malheureuse fille était jalouse de son mari qui entretenait des relations illicites avec une autre femme et que cette jalousie donnait souvent lieu à des troubles dans leur ménage. D'un autre côté il est résulté que l'accusé au moment de l'événement avait aussitôt appelé au secours, que des personnes du voisinage étaient accourues sur les lieux, et que Brandizi s'était constamment tenu auprès de sa femme qui avait perdu, il est vrai, la parole, mais qui a vécu dans cet état pendant douze heures environ. Brandizi avait en outre envoyé immédiatement chercher un médecin qui n'avait pu se rendre à son invitation que le lendemain, à cause du mauvais temps.

Tels étaient à peu près les faits de cette cause si obscure. On l'accusé était l'assassin exécrable de sa malheureuse compagne, ou cette jeune femme avait péri victime d'un de ces accidents extraordinaires qui pourtant se manifestent quelquefois.

Deux témoins interrogés dans le supplément d'in-

struction ont prétendu avoir vu l'accusé sur le seuil de sa porte et avoir entendu, quelques instants après, le bruit dont il avait parlé lui-même.

M. D'Aiguy premier avocat-général, chargé de soutenir l'accusation, a demandé la condamnation de l'accusé, après avoir analysé toutes les charges avec cette puissance de raisonnement qui le distingue. M. Montero, dans une brillante plaidoirie, a établi que la culpabilité de son client était pour le moins excessivement douteuse et que l'on ne pourrait rendre un verdict affirmatif sans s'exposer à commettre une déplorable erreur judiciaire.

Après le résumé de M. le président, MM. les jurés sortant de leur chambre de délibérations, rendent un verdict négatif, et l'accusé est mis immédiatement en liberté.

AUDIENCE DU 30 DÉCEMBRE.

Tentative de Meurtre.

Une discussion avait eu lieu depuis deux ans entre le nommé Istria Joseph-Antoine et l'accusé Maisetti Antoine-François de la commune de Fozzano. Celui-ci en avait conservé le plus vif ressentiment. Le 27 août dernier l'accusé se rendit au village de Propriano où il avait à conclure des affaires de famille. Il était armé de son fusil et chargé contre Istria également armé du sien. Aussitôt des propos menaçants sont proférés par Maisetti; il paraît un instant se calmer et désarmer son fusil, mais tout-à-coup la colère l'emporte de nouveau et il décharge son arme contre Istria qui en a été assez grièvement blessé. L'accusé souleva pour sa justification que Joseph-Antoine Istria lui avait donné longtemps auparavant des coups de bâtons, et qu'un moment de leur rencontre il avait également dirigé contre lui son fusil comme s'il eût voulu le décharger.

M. D'Aiguy, premier avocat-général, a soutenu l'accusation. La défense a été présentée par M. Giordani. Déclaré coupable de tentative de meurtre avec le bénéfice des circonstances atténuantes, l'accusé Maisetti a été condamné à cinq années de réclusion.

AUDIENCE DU 31 DÉCEMBRE.

Vol et faux.

Des vols fréquents d'animaux étaient commis depuis longtemps dans le canton de Piedicorte. Tristani Joseph fut soupçonné d'avoir dans le mois de janvier 1846 soustrait frauduleusement un bœuf à Charles-Baptiste Battini. Arrêté par la force publique, il protesta de son innocence; néanmoins il offre à Battini de l'indemniser de la perte de son animal s'il consent à le disculper. Une autre accusation non moins grave et beaucoup plus évidente s'élève contre le même Tristani Joseph. Deux bœufs sont dérobés le 16 janvier 1846 à Vincenti Joseph-Marie et Pariggi Pierre-Jean. Pariggi se rend dans la ville de Bastia pour rechercher son animal, et il est fortement surpris d'apprendre que les deux bœufs sont enfermés dans les écuries de l'octroi de la ville. Le boucher Poggi les avait achetés d'un individu qui les lui avait vendus en produisant un certificat du maire de la commune de Lamo. Mis en présence de l'accusé Tristani, le boucher Poggi le reconnaît pour celui qui lui avait vendu les deux bœufs en question moyennant une déclaration reconnue fautive.

M. D'Aiguy, premier avocat-général, a soutenu l'accusation. M. Ollagnier a présenté la défense de l'accusé.

Déclaré coupable des crimes qui lui étaient imputés l'accusé a été condamné à cinq années de réclusion.

La session de 1847 a été ouverte le 28 avec le cérémonial habituel. Voici le discours qui a été prononcé par le roi.

Messieurs les Pairs, messieurs les Députés :

Je suis heureux, en me retrouvant au milieu de vous, de n'avoir plus à déplorer les maux que la cher-

te des subsistances a fait peser sur notre patrie. La France les a supportés avec un courage que je n'ai pu contempler sans une profonde émotion. Jamais, dans de telles circonstances, l'ordre public et la liberté de transactions n'ont été si généralement maintenus. La zèle inépuisable de la charité privée a secondé nos communs efforts. Notre commerce, grâce à sa prudente activité, n'a été que faiblement atteint par la crise qui s'est fait sentir dans d'autres États. Nous touchons au terme de ces épreuves. Le ciel a béni les travaux des populations, et d'abondantes récoltes ramènent partout le bien-être et la sécurité. Je m'en félicite avec vous.

Je compte sur votre concours pour mener à fin les grands travaux publics qui en étendant à tout le royaume la rapidité et la facilité des communications, doivent ouvrir de nouvelles sources de prospérité. En même temps que des ressources suffisantes continueront d'être affectées à cette œuvre féconde, nous veillerons tous, avec une scrupuleuse économie, sur le bon emploi du revenu public, et j'ai la confiance que les recettes couvriront les dépenses dans le budget ordinaire de l'État, qui vous sera incessamment présenté.

Un projet de loi spécial vous sera proposé pour réduire le prix du sel et alléger la taxe des lettres dans la mesure compatible avec le bon état de nos finances.

Des projets de loi sur l'instruction publique, sur le régime des prisons, sur nos tarifs de douanes, sur le déjà soumis à vos délibérations. D'autres projets vous seront présentés, sur l'importance des emprunts hypothécaires, sur les monts-de-piété, sur l'application des caisses d'épargne à de nouvelles améliorations dans la condition des classes ouvrières. C'est mon vœu constant que mon gouvernement travaille, avec votre concours, à développer en même temps la moralité et le bien-être des populations.

Mes rapports avec toutes les puissances étrangères me donnent la confiance que la paix du monde est assurée. J'espère que les progrès de la civilisation générale s'accompliront partout de concert entre les gouvernements et les peuples, sans altérer l'ordre intérieur et les bonnes relations des États.

La guerre civile a troublé le bonheur de la Suisse. Mon gouvernement s'était entendu avec les gouvernements d'Angleterre, d'Autriche, de Prusse et de Russie, pour offrir à ce peuple voisin et ami, une médiation bienveillante. La Suisse reconnaîtra, j'espère, que le respect des droits de tous et le maintien des bases de la Confédération helvétique, peuvent seuls lui assurer les conditions durables de bonheur et de sécurité que l'Europe a voulu lui garantir par les traités.

Mon gouvernement, d'accord avec celui de la reine de la Grande-Bretagne, vient d'adopter des mesures qui doivent parvenir enfin à rétablir nos relations commerciales sur les rives de la Plata.

Le chef illustre qui a longtemps et glorieusement commandé en Algérie a désiré se reposer de ses travaux. J'ai confié à mon bien-aimé fils le duc d'Aumale la grande et difficile tâche de gouverner cette terre française. Je me plais à penser que, sous la direction de mon gouvernement, et grâce au courage laborieux de la généreuse armée qui l'entoure, sa vigilance et son dévouement assureront la tranquillité, la bonne administration et la prospérité de notre établissement.

Messieurs, plus j'avance dans la vie, plus je consacre avec dévouement, au service de la France, au soin de ses intérêts, de sa dignité, de son bonheur, tout ce que Dieu m'a donné et me conserve encore d'activité et de force. Au milieu de l'agitation que fermentent des passions ennemies ou aveugles, une conviction m'anime et me soutient : c'est que nous possédons, dans la monarchie constitutionnelle, dans l'union des grands pouvoirs de l'État, les moyens assurés de surmonter tous ces obstacles et de satisfaire à tous les intérêts moraux et matériels de notre chère patrie.

taillement et avec profit comme annexion de la couronne, au lieu de devenir de vastes déserts incultes, ce qui peut seule empêcher maintenant l'adoption de l'une ou l'autre de ces mesures.

Des avis de Valparaiso, en date du 28 septembre, apportent quelques nouvelles de Tahiti. L'île et ses dépendances jouissent de la plus entière tranquillité. A Papeïte, l'autorité française, désormais rassurée sur l'esprit de la population, s'était relâchée de la surveillance imposée aux indigènes et leur avait permis de s'éloigner du siège du gouvernement, pour aller s'établir dans l'intérieur. La plupart avait profité de cette latitude, et reprenant son ancien genre de vie, vaquait paisiblement aux divers moyens de pourvoir à sa subsistance par la culture, la pêche et la chasse.

EN VENTE A LA LIBRAIRIE FABIANI.

LE GUIDE

DE LA

FEMME CHRÉTIENNE,

OU

RECUEIL

DE

REFLEXIONS, PRIÈRES ET PRATIQUES DE PIÉTÉ.

A L'USAGE DES DAMES;

Par M^{me} L^{ce}.

avec approbation ecclésiastique.

1 vol. gros in-12 rel. 5 fr.

NOUVEAU MANUEL COMPLET

DES

PONTS-ET-CHAUSSEES

1 gros volume in-18 fr. 4.

HISTOIRE DE DIX ANS, (1830-1840), par M. Louis Blanc, cinquième Édition, 5 volumes in-8° 26 fr. »

HISTOIRE DU CONSULAT ET DE L'EMPIRE par M. A. Thiers, 10 volumes in-8° il est paru le 8^e volume), prix 5 fr. le volume.

OEUVRES DE WALTER-SCOTT, traduction nouvelle, revue et corrigée par M. Barré, 12 volumes in-8° 42 fr.

Étrennes pour 1848.

PLUTARQUE DE LA JEUNESSE ou abrégé des vies des plus grands hommes de toutes les nations, par Pierre Blanchard. Nouvelle édition, soigneusement corrigée et continuée jusqu'à nos jours par un Professeur de l'Université. — Un magnifique volume grand in-8° de près de 600 pages, illustré de 180 portraits gravés par Chevin. — Relié en percaline, tranche dorée. 15 fr. »

— en percaline mosaïque . 17 fr. »

ELDA DE KÉRENOR par madame Tarbé des Sablons, auteur de *Eulodie, Souvenirs et Regrets, Souffrances et Consolations*, etc., etc., — Un très beau volume grand in-8°, sur papier velin glacé, illustré de 16 lithographies à deux teintes dessinées par Devéria. — Relié en percaline tranche dorée. 15 fr. »

— en percaline mosaïque . 17 fr. »

CONFESSIONS D'UN ÉCOLIER recueillies et mises en ordre par M. Alexandre de Saligny, maître de pension. — Un charmant volume grand in-8°, illustré du portrait de l'auteur et de 11 lithographies à deux teintes, dessinées par Victor Adam. — Relié en percaline tranche dorée. 13 fr. 50 c.

— en percaline mosaïque . 16 fr. »

LES HISTOIRES DE LA VIEILLE TANTE CHRISTINE, par madame Louise Bernier auteur des *Soirées d'Hiver*, etc. — Ouvrage pour le premier âge. — Un beau volume in-8° en gros caractère, illustré de 8 jolies lithographies à deux

teintes par Jules Noël. — Relié en percaline, tranche dorée. 10 fr. »

— en percaline mosaïque. . 11 fr. »

LA PRISONNIÈRE DE 24 ANS par madame Louise Bernier, auteur des *Soirées d'Hiver*. — Un beau volume in-8°, illustré de 8 jolies lithographies à deux teintes dessinées par Jules Noël. — Relié en percaline tranche dorée. 10 fr. »

— en percaline mosaïque. . . 11 fr. »

ASSORTIMENT DE VOLUMES illustrés in-8° in-12 et in-18.

LIVRES DE MESSE FRANÇAIS ou ITALIENS, reliés en basane, veau, chagrin et velours.

ASSORTIMENT DE GRAVURES pour encadrement Decoupures lithographiques Cartes, A. D. Gensie Atlas, etc. etc.

OUVRAGES de littérature, d'histoire et de sciences.

CARTES DE VISITE

IMPRIMÉES

à 2 fr. 50 c. le cent.

Idem en porcelaine 4 fr. le cent.

FAILLITES.

Par son Jugement en date du trente novembre 1847, enregistré; le Tribunal Civil de l'Arrondissement de Corte F. F. de Tribunal de Commerce a déclaré l'existence de la faillite des frères Baldacci Pierre-Félix et Jean-Joseph, maître cordonnier demeurant à Corte, a sursei pour fixer l'époque de l'ouverture de la dite faillite jusqu'après le rapport de M. Mariani, avocat, nommé Juge Commissaire. A ordonné l'apposition des scellés sur les biens des faillis, sauf si M. le Juge Commissaire trouve qu'un inventaire de l'actif des faillis puisse être fait dans les vingt-quatre heures.

Affranchit les frères Baldacci du dépôt et de la garde et nomme pour syndic provisoire le sieur Roch Abel Palazzi, demeurant à Corte.

Tous les créanciers de cette faillite sont invités à se présenter en personne ou par fondés de pouvoir avec procuration enregistrée pardevant M. le Juge Commissaire susdit, le cinq du mois de janvier prochain, à trois heures de relevée dans la Chambre du Conseil du Tribunal précité.

Corte, le 23 décembre 1847;

Pour extrait conforme.

Le Greffier du Tribunal Civil, SATELLI.

Par son Jugement en date du vingt-un décembre 1847, enregistré, le Tribunal Civil de l'Arrondissement de Corte F. F. de Tribunal de Commerce a déclaré l'existence de la faillite du sieur Periani Pierre, maître cordonnier demeurant à Corte, a sursei pour fixer l'époque de l'ouverture de la dite faillite jusqu'après le rapport de M. Mariani avocat nommé Juge Commissaire. A ordonné l'apposition des scellés sur les biens du failli, sauf que M. le Juge Commissaire trouve qu'un inventaire de l'actif du failli puisse être fait dans les vingt-quatre heures.

Affranchit le dit Periani du dépôt et de la garde, et nomme pour syndic provisoire le sieur Stefani, Jean-Pierre, commerçant à Corte.

Corte le 23 décembre 1847;

Pour extrait conforme.

Le Greffier du Tribunal Civil, SATELLI.

COPAHU FERRUGINEUX,

2 FR. LE FLACON, infaillible pour la guérison des maladies secrètes, anciennes et passées à l'état chronique. A la pharmacie BÉNAL, à Paris; dépôt à Bastia, chez MM. Ponelli et Compagnie. (8160.)

LE SIROP LAROZE

d'écorces d'oranges amères TONIQUE ANTI-NERVEUX, en régularisant les fonctions de l'estomac et des intestins, détruit la constipation, guérit la diarrhée et la dissenterie, les maladies nerveuses, les gastrites, gastralgies, rétablit la digestion, prévient la langueur, le dépérissement, la débilitation, abrège les convalescences 3 fr. le flacon. On évitera les contrefaçons en exigeant les cachet et signature Laroze. — Dépôt spécial chez M. Pomonti pharmacien à Bastia. (8256.)

LE PROCHAIN TIRAGE

de la 113^e émission d'actions, garantie par le ville libre de Francfort aura lieu

les 5 et 6 janvier 1848,

Gains principaux : fr. 450,000; deux à 215,000 un de 107,500, deux à 54,000, deux à 45,000, un de 32,000, un de 25,000, quatre à 21,500, un de 12,000, cinq à 10,700, un de 8,500, cinq à 6,400, onze à 4,500 quatre-vingt-cinq à 2,150 etc. d'un total de

TROIS MILLIONS 940,000 FRANCS.

Il y a deux manières d'y participer, soit pour le tirage ci-dessus mentionné, soit pour tous les tirages suivants, qui seront effectués durant quatre mois.

Prix d'une action pour un tirage, fr. 40
— demi 20
— quart 10
— huitième 5
Prix d'une action valant pour tous les tirages fr. 200
— demi 100
— quart 50
— huitième 25

Payables en effet sur Paris ou tout autre ville de commerce, en mandats de poste payables à Strasbourg, en billets de banque, ou contre mon mandat. Les listes officielles des tirages seront fournies dans le temps. Les gains principaux seront annoncés dans les journaux. — On peut toucher les gains à Paris, Lyon, Londres et Francfort.

Pour obtenir les actions, les prospectus français et les renseignements ultérieurs s'adresser directement à l'Administration générale de Maurice I. STIEBEL banquier et receveur-général à Francfort sur le Mein.

N. B. — On acceptera aussi en paiement les actions gagnantes de la seigneurie Lagiewnick.

GRIPPE

Les médecins de Paris recommandent contre cette affection le Sirop et la Pâte pectorale de NARÉ d'Arabie dont les propriétés efficaces ont été officiellement constatées dans les hôpitaux de la capitale, lorsque cette maladie éclata en 1837. Dépôt des pectoraux de NARÉ chez M^r Girat pharmacien à Bastia. (8363.)

AU TEMPLE

DES DOUCEURS,

Chez M. FRANÇOIS TELLIER, si avantageusement connu, l'on trouve un assortiment très varié d'objets pour Étrennes et surtout en dragées, bonbons, chocolats, etc., etc.

Les personnes qui l'honoreraient de leur visite peuvent être assurées d'avance qu'elles y trouveront à satisfaire leur goût.

PORT DE BASTIA.

ARRIVÉES.

Livourne, 24 décembre, bat. à vap. Letizia, c. Bertocci, bié et pass.
Portoferra, 25 id. bric-goël. Assomption, de 60 tx, c. Gentil, fromage.
Portovechio, 25 id. bœuf St Jean-Baptiste, de 22 tx, c. Zicavo, bois.
Portovechio, 25 id. bateau Jeune-Cléante, de 21 tx, c. Petit, sel.
Marseille, 29 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

DÉPARTS.

Marseille, 24 décembre, paquebot Ajaccio, c. de la Croix, dépêches.
Marseille, 24 id. bat. à vap. Comte de Paris, c. Cambiaggio, pass.

Le Gérant N. TARTAROLI.

BASTIA. — IMPRIMERIE FABIANI.

contre la mort, l'amitié
à toutes les autres.
...ras du Roi, sans souff-
sans agonie, souriant
roir, mais dont elle n'a

Madame comme elle
ers tout le monde. Cette
sommelier qu'elle était
pe périssable. Madame
à sa suite à la cuisine.

ordonner que l'ostensoir
parles fines et de pierre-
ment-Maurice, fut ache-
m S. S. le pape Pie IX.
de ciensure et de gravu-
a valu la médaille dor
ent-Maurice.

LE L'ADRESSE.
ses bureaux, a nommé les
devant faire partie de la

3me M. Muret de Bord ;
Vitet ; 5me M. Couture ;
angeville ; 8me M. d'Haus-
commission sont conserva-

... et les principaux person-
nages ont été envoyés au fort
Lamalgue.

ciement, à son tour, d'éprouver la Méditerranée. Le maître cap, mouillé hier sur sa nouvelle à Marseille du nouveau anglais The Venger, Ce Pointe de la Goulette, près Néri, assure-t-on, à l'exception d'un lieutenant. Plusieurs éditions par le boy sur le lieu seul de France s'empessa d'y pour le Lavoisier, qui se trouverait aider au sauvetage.

du 29 de ce mois, la cour de requêtes, sous la présidence de M. le conseiller Trons conformé de M. l'avocat, où le notaire est responsable à Néri, ne se fût.

... lieu de conseiller le prêt
voirs de sa profession et de
client à l'effectuer en lui assu-
qui était à sa connaissance,
emprunteur étaient suffisantes.
e constitue garant de la solva-
ce, la cour a statué sur une
classe ouvrière et les maîtres
a décidé : que l'ouvrier char-
de prix avec l'entrepreneur
s'en être rapporté à l'arbi-

Les conseils de guerre établis en France et en Afrique ont prononcé, pendant l'année 1847, 102 condamnations capitales, qui se sont ainsi réparties : 8 pour voies de fait envers des supérieurs, 12 pour assassinat et 8 pour désertion.

L'INSULAIRE FRANÇAIS

que devait donner Palerme. Sans connaître précisément la nature et l'étendue des manifestations, la police présentait les événements à l'attitude calme et décidée de la population, qu'elle sévit davantage encore, si c'est possible, en opérant dans la nuit du 27 à l'arrestation des premières notabilités de Palerme. Ce sont les mêmes personnes qui, dans les chaudes démonstrations du 27 novembre, surent contenir l'effervescence populaire, et faire rentrer dans l'ordre, alors que l'autorité se déclarait impuissante, ces masses impatientes. Parmi ces personnes arrêtées, on cite MM. le prince Fiorenza, le chancelier Amari et ses frères, François Ferrari et vingt autres, toutes aussi recommandables. Le comte Aceto avait été désigné aux sbires, qui se portèrent à sa demeure pour en opérer l'arrestation. Mais la porte fut aussitôt barricadée, et les gens de la police se mirent en devoir de faire le siège de sa maison, dont un étage est occupé par le consul anglais. Dans le cours de leur opération, l'écousson britannique se détacha et vint se briser sur le pavé. Les sbires, stupéfaits de leur maladresse, et ne se souciant pas d'attendre l'intervention du représentant anglais, se retirèrent au milieu des huées de la populace. M. Aceto fut ainsi préservé; et le consul fit part de l'insulte faite à son pavillon à l'ambassadeur anglais à Naples, qui a demandé à son tour une prompt réparation.

Comme vous le voyez, ces circonstances étaient bien propres à entretenir la population dans son énergique résolution. Tout s'organisait en silence; des manifestes secrets étaient expédiés de Palerme dans toutes les directions de l'île. Tout était prévu; les rôles étaient répartis à l'avance; et les patriotes, manquant d'armes et de moyens nécessaires pour prendre part à l'insurrection, étaient invités à se rendre à Palerme, où il devait être pourvu à tous leurs besoins.

Dès le 12 au matin, au bruit des salves d'artillerie annonçant l'anniversaire de la naissance du roi, la population se répand en masse dans la ville, et des barricades sont élevées sur plusieurs points sous la protection d'hommes armés; la police disparaît totalement devant cet imposant mouvement; une partie des troupes se porte hors la ville et prend position au pied du Monte-Pellegrino; l'autre demeure dans les forts. Jusqu'à 11 heures, tout demeurait dans l'attente. Mais à 11 heures, tout d'un coup, une cavalerie débouche par la porte St-Antoine pour disperser un groupe stationné devant le palais de l'intendant. Des cris d'amitié et de confraternité accueillent les cavaliers; mais ceux-ci font feu, un homme est tué et les plaintes de nombreux blessés se confondent dans les cris de vengeance poussés par le peuple, qui se rue sur le détachement dont une partie reste sur le pavé, et l'autre est contrainte de battre en retraite.

L'attitude de la population devint si menaçante que le peu de troupes qui restaient dans la ville se retirèrent, la laissant maîtresse de la place, et occupée à renforcer ses positions.

Un fait très remarquable s'est produit dans cette insurrection, et prouve l'accord qui règne entre toutes les classes de ce peuple qui combat pour la justice et ses droits si longtemps méconnus et violés. Le clergé mêlé aux groupes armés, n'a pas cessé de les maintenir dans les sentiments du plus vif patriotisme, l'exhortant à ne point se départir, même dans le combat, de cet esprit de modération et d'humanité qui distingue notre religion. On a vu des prêtres encourager de la voix et du geste les travailleurs des barricades.

La conduite du lieutenant du roi dans ces circonstances est assez difficile à définir. Débordé de toutes parts, il a d'abord fait entendre des paroles de conciliation et n'a pas hésité à faire au peuple les plus belles promesses. Mais celui-ci exige à présent la constitution de 1812 et l'agrégation aux Etats-Unis d'Italie.

Sur ces entrefaites, le Vésuve mouillait dans le port de Palerme, et le lieutenant, sans lui donner le temps d'éteindre ses fourneaux, l'expédiait sur le champ pour Naples, avec un courrier extraordinaire. Il est probable que les pouvoirs que le lieutenant du roi disait demander à Ferdinand pour donner quelques satisfactions aux Siciliens, n'étaient autre chose qu'une demande pressante de renforts.

Dans la soirée, un navire à vapeur de guerre anglais est arrivé à Palerme, apportant des dépêches au consul de sa nation, et est reparti après avoir embarqué la plupart des résidents anglais.

A la nuit, la ville était entièrement illuminée, et des feux servant de signaux de ralliement s'apercevaient sur toutes les montagnes d'alentour. Quelques heures

après, des montagnards, au nombre d'environ sept à huit mille, entraient à Palerme, en bon ordre et bien armés.

Le Vésuve est rentré à Naples le 13, à cinq heures du soir, avec les dépêches du lieutenant. Le lendemain, des troupes sont arrivées, par le chemin de fer, de Capoue, de Nocera, et ont été embarquées au nombre de huit mille hommes sur neuf frégates à vapeur qui se sont dirigées immédiatement vers la Sicile. Dans la soirée, le comte d'Aquila, le héros de Reggio, est parti lui-même sur la frégate à vapeur le Roberto.

Des placards apposés pendant la nuit dans tous les coins, invitaient, dans les termes les plus énergiques les Napolitains à imiter les Siciliens.

Je puis vous assurer que le mouvement de la population de Trapani n'a pas été moins décidé que celui de Palerme; elle a repoussé les troupes royales, et s'est emparée du château. Le paquebot le Giglio-delle-On-de, qui était dans le port, a été retenu par les insurgés qui le gardent à leur disposition.

A Messine, le peuple paraît avoir obtenu les mêmes avantages: les forts qui entourent la ville sont en son pouvoir; les troupes n'occupent plus que la citadelle. Catane, Syracuse, Melazzo, n'ont pas été moins heureuses; partout le succès est resté aux insurgés. On assure également que l'insurrection se propage dans les Abruzzes et dans la Pouille, mais ce bruit a besoin d'être confirmé. Il ne serait pas non plus impossible que quelque mouvement éclatât dans les provinces plus rapprochées de Naples, à Salerne surtout qui vient d'être dégarinée par le départ des troupes de Nocera.

Ces nouvelles ont produit à Naples une profonde sensation. On y attendait avec une fiévreuse impatience de nouveaux renseignements que le départ subit du Vésuve n'a pas permis de recueillir.

Déjà, le 12, le roi avait pu juger par lui-même du mécontentement de la population. Il y avait gala au théâtre de San-Carlo, comme il est d'usage pour cet anniversaire, et Ferdinand s'y était rendu dans la soirée. A son entrée dans la loge royale, les gens de Delcarretto, sans doute pour aider à l'enthousiasme singulièrement refroidi des spectateurs, poussaient les cris de: «Vive le roi!» Mais à l'instant les sifflets éclatèrent de toutes parts et couvrirent les applaudissements.

Le roi, qui se trouvait très voisin de l'escalier, serait décidément tombé en disgrâce. Le roi, fatigué sans doute de ses sages représentations l'aurait chargé d'une mission pour Rome. Mais ce ne serait là qu'un prétexte pour l'éloigner; en effet, arrivé à Rome, le duc aurait reçu l'ordre de ne pas retourner à Naples.

NOUVELLES DIVERSES.

Depuis quelques jours le bruit a couru que la santé du roi était altérée. Ce bruit est dénué de toute espèce de fondement. S. M. jouit d'une santé parfaite et, depuis son retour de Dreux, a repris le cours ordinaire de ses occupations.

Le 16, S. M. a travaillé avec le ministre des affaires étrangères et le ministre de l'intérieur.

— Le *Moniteur* fait connaître le revenu des impôts indirects pour l'année 1847, comparativement à 1846, cet exercice si rudement éprouvé par la disette et par les embarras commerciaux qui l'ont suivi, se clôt, en définitive, par un faible déficit de 2,648,000 fr. somme qui ne représente pas plus de 1/4 p. 0/0 de la recette générale. Certes, on était loin d'espérer; à la fin du premier semestre, un pareil résultat; alors que les états de revenu laissaient voir un déficit de plus de 5 millions, au 1^{er} octobre dernier, la diminution n'ayant plus été que de 2,493,000 fr., on voit qu'elle ne s'est accrue, durant le dernier trimestre, que de 155,000 fr.; et, ce qui est à remarquer, c'est qu'elle a porté exclusivement sur octobre et novembre, tandis que décembre a présenté une augmentation de 1,684,000 fr.

On peut donc dire qu'à partir de ce mois, il y a eu une amélioration sensible dans le mouvement des affaires et de la consommation publique.

Voici les principales variations qu'a subies le revenu pour l'année entière:

Il s'est élevé, en totalité, à 620,443,000 fr., et sans le déficit de près de 6,000,000 fr. qu'accuse la recette sur les céréales, il dépasserait de plus de 3 millions celui de 1846. Les branches de perception en progrès sont: les droits d'enregistrement et de timbre, pour 9 millions 1/2; les sucres coloniaux, 4,442,000 fr.; les droits de douane à la sortie 124,000 fr.; les sels, plus de 2 millions; les tabacs; 1,645,000 fr.; le sucre indigène, 5,694,000 fr.

Les chapitres sur lesquels la perception a faibli, sont: les céréales, pour 5,971,000; les droits de douane, 11,925,000 fr.; le sucre étranger, 4,021,000; les boissons, 1,438,000; les droits divers 1 million 328,000 fr., etc.

Tels sont les résultats généraux offerts par le revenu.

Notre situation commerciale, nos affaires intérieures ont évidemment moins souffert que celles de nos voisins; et, ce qui n'est pas moins satisfaisant, c'est que notre commerce, nos populations ont souffert la crise de 1847, avec calme et fermeté. Ceci est d'un excellent augure pour l'exercice qui vient de s'ouvrir.

— A Naples, la politique intérieure est toujours très insignifiante. En revanche, je puis vous donner comme certain que l'Angleterre vient d'adresser au roi une note très énergique sur la nécessité de modifier enfin le système désastreux qui pèse sur le royaume, et surtout sur les conditions politiques qu'elle a garanties à la Sicile. D'un autre côté, on sait positivement, dans les cercles bien informés, que le chargé d'affaires de France saisit toutes les occasions pour faire entendre au gouvernement les conseils les plus propres à lui faire sentir le danger de poursuivre la voie funeste où il s'est engagé, et où le roi persiste avec ce faux orgueil et cette opiniâtreté que vous connaissez.

Ces questions ont été agitées dans le dernier conseil d'état présidé par le roi, et ont été vivement défendues par les nouveaux ministres Parisi et Spinelli, chaudement appuyées par le président Pietracatella. Mais les conseils les plus éclairés, les supplications les plus ardentes pour adopter des réformes devenues si urgentes, n'ont pu ébranler le roi, et le conseil s'est séparé encore une fois sans avoir rien décidé.

Tous les décrets dont on a tant fait du bruit, et qu'on s'attendait à voir, publier le 12 courant, paraissent être rentrés dans les cartons. On croit seulement que deux lois seront promulguées le 15: une sur la responsabilité des ministres, l'autre sur l'imprimerie.

(Nouvelles.)

Nous reproduisons trois autres documents concernant la politique du gouvernement vis-à-vis de l'Italie.

M. Guizot à M. le comte de La Rochefoucauld, à Florence.

Paris, le 25 août 1847.

Monsieur le comte, la situation politique des deux pays, bien que diverse sous certains rapports, présente trop d'analogie générale pour que je ne croie pas utile de vous faire connaître avec précision la politique suivie par le gouvernement du Roi en ce qui concerne les affaires de Rome.

Lorsque nous avons vu Pie IX annoncer hautement en montant sur le trône, l'intention de réformer les abus de l'administration intérieure de ses Etats et de donner satisfaction aux vœux légitimes de ses peuples, nous avons applaudi à cette détermination sans nous dissimuler les obstacles que le Saint-Siège aurait à surmonter pour l'accomplir.

Depuis, nous avons plus d'une fois regretté que le Saint-Siège n'eût pas, dès l'origine, indiqué nettement la nature et la portée des réformes qu'il eût différé longtemps des mesures dont il avait arrêté et déclaré le principe. Dans cette attente prolongée, les esprits s'échauffent par la dangereuse excitation des espérances ou des craintes les plus illimitées; et le pouvoir, parait céder malgré lui à l'impulsion populaire, lorsque en réalité il ne fait qu'obéir à ses propres convictions. M. le comte Rossi a plus d'une fois exprimé ce regret, avec les ménagements convenables, aux conseillers du Saint-Père et au Saint-Père lui-même.

Des faits qui auraient pu avoir de funestes résultats n'ont pas tardé à justifier notre opinion. Le Saint-Père et son ministre, le cardinal Ferretti, ont compris et accepté avec une courageuse fermeté ces premiers avertissements de l'expérience. Ils ont à la fois pris la défense de l'ordre et marqué plus nettement leurs intentions de réforme. De leur côté, les diverses classes de la population romaine, appelées à influer sur les intérêts de l'Etat, se sont montrées dignes de la confiance qu'on leur témoignait. Leur attitude, leur conduite au milieu de mouvements qui menaçaient de devenir graves, donnent lieu de penser qu'elles comprennent les seules conditions auxquelles puisse s'accomplir la régénération des Etats de l'Eglise, je veux dire l'absence de tout désordre matériel et un respect profond pour un gouvernement qui, en dépit des abus de son administration et des difficultés de sa nature, tient dans le monde civilisé une place et exerce une influence qui sont pour toute l'Italie un gage naissant de sécurité et de grandeur. Nous espérons que l'heureux accord ainsi établi entre le gouvernement et le pays romain durera et assurera le succès de la généreuse entreprise tentée par leurs efforts communs. Si cet accord venait à être rompu, si des exigences inconsidérées, d'une part, faisaient naître de l'autre, par une réaction naturelle, une réserve timide et inquiète, notre confiance ferait place à des craintes sérieuses.

C'est donc à entretenir cet accord, à prévenir ces

exigences compromettantes que nous voulons, dans la mesure qui convient à notre situation et aux désirs du Pape lui-même, employer tous nos efforts. Le cœur de Rome ne peut mettre en doute la sincérité de notre bon vouloir; elle sait quelle importance nous attachons à la sympathie de la France catholique dirigée par un gouvernement à la fois libéral et conservateur, qui connaît par sa propre expérience comment on peut concilier les besoins nouveaux de la société avec les conditions de l'ordre et du pouvoir.

Aussi le Saint-Siège nous témoigne-t-il toute la confiance qu'il place dans l'amitié du Roi et dans l'appui de son gouvernement. C'est à nous qu'il s'est adressé pour se procurer les armes nécessaires à l'organisation de la garde nationale, qui fait aujourd'hui sa principale force, et le gouvernement du Roi s'est efforcé de les lui accorder. Il a également désiré savoir si, dans certaines éventualités, il pourrait attendre de nous un concours plus actif, et j'ai lieu de penser que, sur ce point aussi, il a été satisfait de notre réponse.

Les incidents de Ferrare ont, vous pouvez le présumer, appelé toute notre attention. Nous rendons pleinement justice au sentiment d'indépendance et de dignité qui a dicté les protestations du cardinal-évêque et du cardinal-secrétaire d'Etat; mais en même temps nous ne voulons pas dissimuler au Saint-Siège que nous le verrions à regret contracter l'habitude de porter de prime abord devant le public les questions de politique extérieure avant d'avoir tenté et épuisé la possibilité de les résoudre à l'amiable avec les cabinets qui y sont intéressés. Si dans de rares occasions de tels appels immédiats à l'opinion peuvent donner quelque force aux gouvernements, bien plus souvent ils leur suscitent de graves embarras, et ils ont surtout l'inconvénient de rendre impossibles et ces atermoiements qui atténuent presque toujours et font quelquefois disparaître tout à fait les difficultés diplomatiques. Tels sont en résumé, monsieur le comte, nos rapports actuels avec le gouvernement romain, et la politique qui y préside.

Vous trouverez là, non pas des instructions spéciales pour régler votre attitude à l'égard d'un cabinet envers lequel notre situation ne saurait être exactement la même qu'envers le Saint-Siège, mais des données générales qui vous permettront de parler avec plus d'assurance et de précision le langage qui convient aux intérêts de la France et aux vœux du gouvernement du Roi dans ses relations avec les Etats italiens. Nous n'avons aucun dessein, aucun désir de nous mêler de leurs affaires intérieures. Nous attachons autant d'importance qu'il en doit attacher eux-mêmes à leur entière et légitime indépendance.

A Florence comme à Rome, nous regardons comme essentiel que le gouvernement ne se laisse point entraîner ni intimider par des passions aveugles et des prétentions chimériques qui compromettraient le bien-être de ses peuples aussi bien que sa propre sécurité. Mais nous faisons en même temps des vœux sincères pour qu'il discerne et accomplisse les réformes modérées et pratiques qu'appelle réellement l'état actuel de la société et qui affermissent le pouvoir en donnant confiance dans ses intentions, dans ses lumières et dans son efficacité. Toutes les fois que, dans son travail, pour atteindre à ce but, le gouvernement toscan pensera que nos bons offices peuvent lui être utiles, nous nous empresserons de les lui accorder, selon ses propres convenances, et conformément aux principes généraux de notre politique.

M. Guizot à M. le comte Marescalchi à Vienne.

Paris, le 1^{er} septembre 1847.

Monsieur, Ce qui vient de se passer à Ferrare préoccupe fortement le gouvernement du Roi. L'agitation que ces incidents ont jetée dans toute l'Italie, l'émotion qu'ils excitent en France, compliquent beaucoup la tâche qu'il s'est imposée dans ses rapports avec le Saint-Siège et les Etats de l'Eglise. C'est le vif désir de tous les hommes de sens et de bien, dans toute l'Europe comme en Italie, que l'esprit d'amélioration et de réforme s'y manifeste ne dégénère pas en esprit de bouleversement et de révolution. Nous pensons qu'on peut espérer d'atteindre ce but, car les faits récemment survenus à Rome et dans les provinces romaines ont révélé l'existence d'une opinion, je ne veux pas dire d'un parti qui comprend que pour être praticables et salutaires les réformes doivent se concilier d'une part avec la sécurité des gouvernements établis, de l'autre avec les traités sur lesquels repose l'ordre européen, et qui n'hésite pas à lutter avec énergie pour le maintien de l'ordre intérieur et la répression des factions. Le gouvernement du Roi se fait un devoir de secondar, autant qu'il dépend de lui, le succès de cette politique modérée et intelligente, et je ne doute pas que M. le prince de Metternich ne se félicite comme moi de voir en succès assuré et accompli. Or, on peut craindre que ce qui s'est passé à Ferrare n'affaiblisse l'influence des hommes qui s'appliquent à faire prévaloir une telle politique, ou même ne les entraîne à modifier leur conduite. Mon intention n'est point d'examiner aujourd'hui en principe le sens des traités et la portée des droits qui en résultent pour l'Autriche dans la place de Ferrare. Je réserve pleinement à cet égard l'opinion du gouvernement du Roi. Je ne recherche pas non plus si les chefs militaires ont usé avec une prudente mesure de pouvoirs qui ne leur avaient été certainement donnés que pour des cas extrêmes, heu-

reusement bien éloignés de la réalité, ou s'ils n'ont pas mis dans leur action certaines formes certains procédés inutiles au but qu'ils se proposaient, et progressivement à irriter les populations. Je n'ai pas besoin de dire enfin que le gouvernement du Roi repousse bien loin les suppositions malveillantes qui rattachent de tels procédés à un secret désir de provoquer l'intervention armée. Nous avons la ferme confiance que ce que désire comme nous le cabinet de Vienne, c'est que la paix intérieure de la péninsule ne soit pas troublée, que l'Etat fondé par les traités soit respecté. Nous sommes convaincus que pour assurer ces grands intérêts, il sera toujours le premier à donner l'exemple du respect pour l'indépendance des Etats et les droits des souverains. C'est dans cette conviction qu'écartant en ce moment toute controverse, toute prévision qui n'est pas indispensable et urgente, nous appelons sur les incidents de Ferrare, sur les protestations auxquelles ils ont donné lieu de la part du Saint-Siège, et sur la nécessité de régler ce différend de façon à mettre promptement un terme à l'agitation qui en résulte dans la Péninsule, la plus sérieuse sollicitude de M. le prince Metternich. C'est au nom de l'intérêt commun de l'Europe chrétienne et civilisée que, dans cette grande circonstance, nous faisons appel à toute l'élevation de son esprit, à toute la prévoyance de son expérience, et nous craignons d'affaiblir ou de dénaturer notre langage, en y mêlant en ce moment d'autres considérations.

Je vous invite, Monsieur, à donner communication de cette dépêche à M. le chancelier d'empire, et à me faire part immédiatement des explications qu'il croira devoir vous donner.

M. Guizot à M. de Bourgoing, à Turin.

Paris, le 18 septembre 1847.

Monsieur, Je vous adresse une dépêche qui résume la politique du gouvernement du Roi en présence des événements qui se passent en Italie. J'y joins ici copie de quatre dépêches adressées, deux à M. le comte Rossi, une à M. de La Rochefoucauld, et une à M. le comte Marescalchi. Vous n'avez pas à les communiquer officiellement en vertu de M. de La Rochefoucauld. Mais vous en ferez usage dans la conversation pour faire bien connaître et apprécier notre politique, et vous pourrez même, si vous le jugez convenable, en lire officiellement, dans ce dessein, quelques fragments. Je m'en rapporte, sur la mesure et sur le choix, à votre discernement.

Je vous suis gré de la franchise avec laquelle vous m'avez rendu compte des impressions qui se manifestent autour de vous sur notre attitude en Italie. Je m'étonne peu de ces impressions. Les populations italiennes rêvent pour leur patrie des changements qui ne pourraient s'accomplir que par le remaniement territorial et le bouleversement de l'ordre européen, c'est-à-dire par la guerre et les révolutions. Les hommes même modérés n'ont pas combattu ces idées, tout en les regardant comme impraticables, et peut-être les caressent-elles même au fond de leur cœur avec une complaisance que leur raison désavoue mais ne supprime pas. Plus d'une fois déjà l'Italie a compromis ses plus importants intérêts même ses intérêts de progrès et de liberté, en plaçant ainsi ses espérances dans une conflagration européenne. Elle les compromettrait encore gravement en rentrant dans cette voie. Le gouvernement du Roi se croirait coupable si, par ses démarches ou par ses paroles, il poussait l'Italie sur une telle pente, et il se fait un devoir de dire clairement aux peuples comme aux gouvernements italiens, ce qu'il regarde pour eux comme utile ou dangereux, possible ou chimérique. C'est là ce qui détermine et la réserve de son langage et le silence qu'il garde quelquefois. Appliquez-vous, Monsieur, à éclaircir sur ces vrais motifs de notre conduite tous ceux qui peuvent les méconnaître; et si vous ne réussissez pas à dissiper complètement une humeur qui prend sa source dans des illusions que nous ne voulons pas avoir le tort de flatter, puisque nous ne saurions nous y associer, ne leur laissons du moins aucun doute sur la sincérité et l'activité de notre politique dans la cause de l'indépendance des Etats italiens et des réformes régulières qui doivent assurer leurs progrès intérieurs sans compromettre leur sécurité.

LES MOYENS DE SOUSTRAIRE LES MALADES A LA DOLLEUR PENDANT LES OPERATIONS CHIRURGICALES. L'ETHER. — LE CHLOROFORME.

La douleur est le motif principal pour lequel les malades redoutent une opération; ces souffrances, en effet, épuisent leurs forces presque autant que l'hémorrhagie.

Parmi les anciens quelques-uns avaient essayé de soustraire les malades à la douleur par l'administration préalable de l'opium; de là ce dit-on vulgaire qu'on endort les malades avec l'opium avant de les opérer, mais une semblable pratique n'était pas toujours exempte d'inconvénients, aussi est-elle tombée en désuétude. Quelques chirurgiens espagnols enivraient les malades atteints de luxations avant de les soumettre à aucune manœuvre opératoire. Dupuytren

avait adopté pour méthode d'apostropher vivement les malades à l'instant même où l'opération devait leur causer le plus de souffrances. On a aussi essayé d'émousser la sensibilité d'une partie à amputer en l'embrasant avec une ligature bien serrée, mais toute la somme de douleurs que les progrès de la chirurgie moderne avaient pu soustraire aux malades consistait dans la célérité de l'opération.

Nous en étions là lorsqu'un chirurgien dentiste du nouveau monde, le docteur Morton est venu annoncer, il y a plus d'un an, la découverte d'un moyen qui permettait de soustraire complètement les malades à la douleur pendant les opérations. Ce spécifique n'était que l'éther.

Tous les médecins connaissent la propriété calmante de ce liquide, quelques-uns étaient même parvenus à produire avec lui l'insensibilité complète et passagère des malades, mais la véritable découverte de son application aux opérations est due à MM. Morton et Jackson.

Une pareille nouveauté ne devait pas tarder à faire le tour du monde médical, aussi partout on a employé l'éther. Dans l'enthousiasme on n'a pas seulement usé de ce moyen, mais on en a abusé et lorsqu'il s'est agi d'en faire valoir les résultats devant l'académie de médecine on a signalé assez d'insuccès et assez d'inconvénients pour qu'il ait pu trouver des détracteurs parmi les membres de ce corps scientifique. On a hésité même un instant pour savoir si son usage ne devait pas être suspendu. Heureusement que le temps, ce juge par excellence, est venu se prononcer en sa faveur et désormais l'inhalation de l'éther comme moyen de soustraire les malades à la douleur des opérations est un fait acquis à la science et à l'humanité. L'éthérisation quoique pratiquée avec toutes les règles de l'art offre cependant quelques inconvénients; ainsi il y a des sujets qui sont réfractaires à son action, il y en a d'autres qui la repoussent à cause de l'odeur suffoquante du volatile; enfin pour éthériser il faut avoir toujours une machine non moins lourde que coûteuse. Ces motifs étaient frivoles, en effet, en comparaison de l'utilité de l'éthérisation, mais ils ne laissent pas moins quelque chose à désirer. Ce complément de la découverte nous a été fourni par M. Simpson, c'est le chloroforme.

Cette substance a été trouvée et décrite en 1831 par M. Soubeiran de Paris. M. le docteur Guillot en l'administrant chez l'homme lui avait reconnu des propriétés sédatives. M. Flourens qui l'avait employé chez les animaux lui avait reconnu aussi des propriétés anesthésiques bien marquées, mais c'est encore ici l'application qui constitue la véritable découverte.

M. Symphon, professeur d'accouchements à Edimbourg, a fait des expériences sur toutes les substances qui offrent des propriétés anesthésiques et c'est le chloroforme qui a donné les résultats les plus satisfaisants.

Ces résultats consignés dans le journal *The Medical Times* prouvent que la quantité de chloroforme nécessaire pour produire l'assoupissement est bien moindre que celle de l'éther. Cet assoupissement est en même temps beaucoup plus complet et plus durable. Ajoutons à cela que les vapeurs du chloroforme au lieu d'avoir l'odeur suffoquante de l'éther ont une odeur agréable et nous trouverons en lui toutes les qualités que l'on pouvait désirer.

Les expériences du professeur anglais ont été répétées en France et elles ont donné les mêmes résultats, ainsi désormais ce ne sera plus l'éther mais le chloroforme qui sera employé pour l'inhalation.

Une semblable découverte est un grand pas pour la chirurgie et un bienfait immense pour l'humanité. Sans parler des avantages que ce moyen offre pour l'opérateur ni de son influence heureuse dans les succès des opérations, nous ne ferons que voir ce qu'est pour le malade une opération avec ou sans inhalation. Un malade quoique doué de force physique et morale au plus haut degré ne se sent pas le courage quelquefois de se soumettre à une opération. Ainsi on a vu souvent des hommes qui avaient montré beaucoup de sang froid dans les circonstances les plus périlleuses ou qui étaient d'un courage militaire généralement reconnu et cependant reculaient devant une opération chirurgicale. Mais le plus souvent il s'agit de personnes qui sont épuisées par la longueur et l'intensité des souffrances et qui craignent de n'avoir pas assez de force pour résister à l'opération. Il s'agit d'une femme délicate qui n'a jamais souffert et dont la sensibilité est pourtant mise en jeu par la plus petite cause. Il s'agit d'un enfant timide qui ne connaissant

